

choisi comme lieu de sa déportation. Puis, Astrakan fut remplacé par Vierny, petite ville du Sud-Est du Turkestan, située à 4.000 km. de Moscou, et à plus de 1.000 km. de la plus proche station de chemin de fer. Le 16 janvier, date fixée pour le départ, une foule ouvrière de plusieurs milliers de personnes emplissait la gare. Malgré toutes les tentatives faites pour la disperser, la foule s'obstinait, réclamant Trotsky. Le train siffle. Alors, spontanément, pour l'empêcher de partir, de nombreux ouvriers se couchent sur les rails. Faux départs. Ce fut seulement après avoir perquisitionné les wagons et constaté que Trotsky ne se trouvait pas là, que les ouvriers consentirent à quitter la gare. Ils se portèrent à son domicile. Le Guépéou les avait devancés : il arrêta les 30 à 40 premiers qui se présentèrent. Le départ fut officiellement remis au 18.

Le 17, les agents du Guépéou se présentent chez Trotsky. Il faut partir sur le champ ! Trotsky refuse, il n'est pas prêt, son départ ayant été fixé au lendemain. Qu'importe au Guépéou. Après un bref colloque, Léon Davidovitch est habillé de force, on le porte dans une automobile qui attend. Sa femme, ayant voulu parler au téléphone, est brutalement arrachée de l'appareil, son jeune fils est frappé à plusieurs reprises ; tous deux s'attachent à ses pas. Ils sont emmenés dans l'automobile qui file de toute sa vitesse, jusqu'à la gare de Faoustovo. Ainsi, en grand secret, Trotsky est expédié à Vierny sous bonne escorte.

.

Zinoviev et Kamenev restent à Moscou.

Fait sans précédent dans l'histoire du mouvement révolutionnaire, leur capitulation est peut-être même un cas unique par son ignominie dans la lutte politique en général.

La crainte de la déportation a été pour eux le commencement de la sagesse.

Tandis que, lentement, l'Appareil change d'attitude à leur égard et que, dans la vie quotidienne, ils redeviennent l'objet de certaines attentions, les deux capitulards travaillent à effacer les traces de leur activité oppositionnelle. Déjà, ils s'appliquent à donner des gages, déjà, Zinoviev écrit une brochure contre le « trotskysme » et accuse ses alliés de la veille de vouloir for-

mer un second Parti : il faut bien reprendre servilement les accusations de Staline...

S'il était utile de répondre à cette nouvelle croisade contre le trotskysme, menée par Zinoviev et Kamenev, il suffirait de rappeler une conversation qui eut lieu en 1926 et dont le Procès-verbal a été dressé, avec les signatures de Trotsky, Preobrajensky, Piatakov et Radek qui prirent part à cette conversation : Le camarade Lachevitch y malmenait deux militants de Léninegrad qui évoquaient le « trotskysme », et, rompant les chiens, il leur déclara : « Pourquoi imputez-vous une faute à quelqu'un qui ne l'a nullement commise ? C'est nous-mêmes qui avons inventé ce « trotskysme » pour lutter contre Trotsky ». Et Zinoviev d'ajouter sans vergogne : « C'était la lutte pour le pouvoir. Tout l'art consistait à pouvoir coordonner les nouvelles divergences avec les anciennes ». Que Zinoviev ose donc démentir ces paroles !

Sa situation n'est pas meilleure en ce qui concerne le « Second Parti ». Dans ses thèses sur « Le Bilan du Plenum de juillet », il disait récemment : « Il est incontestable que les choses en sont arrivées au point que lutter en défendant le point de vue de Lénine sous le régime stalinien, est impossible sans risquer d'être exclu du Parti communiste de l'U.R.S.S. — Celui qui n'a pas tranché pour lui-même cette question, qui se dit : « Tout ce que l'on veut, mais pas l'exclusion du Parti », **celui-là ne peut pas**, dans les conditions actuelles, être un véritable militant du léninisme, c'est-à-dire ne peut être un oppositionnel ferme. Et plus loin : « Lorsque des compagnons occasionnels de l'Opposition se séparent de celle-ci, à droite, ils donnent comme motif de leur abandon, non pas leur propre glissement vers le point de vue de Staline dans les questions essentielles, intérieures et internationales, mais ils accusent l'Opposition de ce qu'elle s'orienterait vers la création d'une seconde Parti. En d'autres termes, **ils ne font que répéter l'accusation stalinienne pour dissimuler leur propre retraite** ». (Page 14-15.)

Ici, par une remarquable anticipation, Zinoviev a non seulement pris soin de réfuter à l'avance ses turpitudes actuelles, mais il a clairement expliqué le sens de sa capitulation d'aujourd'hui.

Il est important de signaler que la grosse volte-face de Zinoviev n'a pas été suivie par les meilleurs éléments de son

groupe : Vouyovitch, Safarov, Sarkis, Vardine, Tarkhanov, Naoumov, et tant d'autres se sont refusés à signer la honteuse capitulation.

Malgré la défection de quelques chefs, on peut dire que la base du bloc d'opposition — l'alliance des ouvriers révolutionnaires de Léninegrad et de Moscou — est maintenue et sera conservée dans l'avenir. A Moscou, les ouvriers qui suivaient Zinoviev se sont ralliés, soit au groupe de 1923, soit au groupe Safarov.

Résultat d'ensemble : l'Opposition, certes, a perdu des éléments, mais elle sort de l'épreuve plus compacte, plus homogène, plus résolue que jamais à lutter pour la Révolution.

.

En dépit de la soumission de quelques leaders, de l'emprisonnement et de la déportation du plus grand nombre, l'Opposition est toujours là.

Aussi l'Appareil du Parti mène-t-il dans les campagnes une agitation effrénée contre l'Opposition : On déclare aux paysans que les oppositionnels veulent leur reprendre la terre, leur confisquer tout leur excédent de céréales. On espère, par cette basse démagogie, ruiner leur influence redoutée.

Dans les centres industriels, on rend les oppositionnels responsables des difficultés que rencontre la campagne des contrats collectifs.

Il est de fait que cette campagne se déroule dans une atmosphère de conflits allant jusqu'à la grève (Usine de machines agricoles de Lioubertsy). Dans toute une série d'entreprises, les amendements et les propositions de l'Opposition ont été acceptés à une majorité écrasante.

A la manufacture Gloukovskaia (Province de Moscou) où travaillent 14.000 ouvriers, les ouvriers oppositionnels présentèrent des amendements sérieux, soigneusement pesés, corrigeant les conditions du nouveau contrat. Ces amendements furent adoptés dans les ateliers, à une énorme majorité. Le Secrétaire du Comité de District tenta vainement d'intervenir contre l'Opposition. A l'Assemblée générale de cette manufacture, Melnitchansky, Prési-

dent de la Fédération des Syndicats du Textile, vint spécialement pour intervenir, mais son discours fut mal accueilli par les ouvriers. Résultat : douze oppositionnels ayant pris part à la discussion furent exclus du Parti, cinq d'entre eux furent arrêtés.

Dans une autre manufacture du même district de Bogorodsk, ainsi que dans toute une série d'entreprises de Moscou, les ouvriers ont désigné comme Présidents des Assemblées générales, des oppositionnels connus exclus du Parti. Dans certaines entreprises, les Comités d'usine sont composés d'oppositionnels ; l'Appareil est incapable de les remplacer par d'autres en raison de la résistance des ouvriers.

Il est inutile de souligner la grande signification de ces faits qui sont loin d'être isolés, mais il serait également inexact de les surestimer. Ils témoignent d'un mécontentement considérable des ouvriers, qui se manifeste d'une façon particulièrement éclatante dans les questions corporatives.

La participation des ouvriers oppositionnels à la campagne des contrats collectifs tend à montrer aux ouvriers que le Parti, ce n'est pas seulement l'Appareil, et que la vraie ligne de classe est défendue par les bolcheviks de l'Opposition.

.

Les mesures de violence de Staline n'ont pas mis un terme aux difficultés économiques. Celles-ci vont croissant. L'exportation des céréales est arrêtée. On manque de farine — surtout de farine de froment — dans les villes et dans les régions industrielles. On en vient de plus en plus au système du rationnement. Le Commissariat du Peuple du Commerce examine, et va réaliser peut-être, un plan d'importation d'une quantité considérable de farine de l'étranger... Et cela dans un pays qui fut le grenier de l'Europe !

Certes, aucun oppositionnel sérieux ne songerait à miser sur les difficultés économiques de l'Union Soviétique. Car en dernière analyse, ces difficultés accentuent la pression de la bourgeoisie sur le pouvoir soviétique. Mais on est bien obligé de constater que l'aggravation de ces difficultés est le résultat le plus clair de la politique de Staline. Et en fin de compte, c'est le prolétariat qui fait les frais de cette politique !